

Règlement de gestion du fonds d'investissement Athora Merclin II Patrimonium

OBJECTIF D'INVESTISSEMENT DU FONDS

Le fonds interne Athora Merclin II Patrimonium (le « Fonds ») vise à générer un rendement proche de la SICAV "Merclin II Sicav Patrimonium Classe C " (le « Fonds Sous-jacent »), moins les frais de gestion dont question ci-après. La valeur du Fonds est exprimée en Euro.

L'objectif du Fonds Sous-jacent consiste à augmenter la valeur de votre investissement sur le moyen et long terme.

Le Fonds Sous-jacent promeut des caractéristiques environnementales et / ou sociales mais n'a pas pour objectif l'investissement durable.

Les informations concernant la durabilité sont disponibles à l'Annexe II du Fonds (Annexe II - Article 8 au sens des Normes Techniques de Réglementation établies par le Règlement Délégué (UE) 2022/1288 du 6 Avril 2022 complétant le Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR).

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Les primes versées dans le Fonds sont investies majoritairement, et jusqu'à 100%, dans le Fonds Sous-jacent. Jusqu'à 15% du Fonds peuvent être investis - pour la gestion efficace du Fonds - dans des instruments monétaires au travers d'OPC conformes aux dispositions UCITS (Directive 2009/65).

- **Investissement principal**

Dans des conditions normales de marché, le Fonds Sous-jacent investit principalement dans un portefeuille diversifié d'actions et d'obligations de sociétés du monde entier, pays émergents y compris. Le Fonds Sous-jacent peut investir directement dans des actions ou obligations ou indirectement en prenant des parts d'autres fonds d'investissement ou via des certificats de dépôt.

Le Fonds Sous-jacent répartit essentiellement et de manière dynamique les classes d'actifs au sein d'un portefeuille composé : d'actions et autres valeurs assimilables à des actions, d'obligations et d'obligations convertibles, d'instruments du marché monétaire (comme des titres de créance négociables, certificats de dépôt, commercial papers, etc.), de trésorerie et équivalents de trésorerie et d'autres valeurs négociables donnant le droit d'acquérir de telles valeurs mobilières par voie de souscription ou d'échange.

Il est cependant précisé que les investissements sur les marchés actions pourront évoluer entre 0% et 75% des actifs nets du Fonds Sous-jacent.

L'exposition globale aux pays émergents et frontières ne dépassera, par contre, pas 40% de l'actif net du Fonds Sous-jacent, avec une limite spécifique de 15% pour les pays frontières.

Le Fonds Sous-jacent pourra investir pour un maximum de 15% en titres de type ABS (asset-backed Security) et/ou MBS (mortgage-backed security). Dans des conditions de marché défavorables, les actifs sous-jacents à ces titres peuvent s'avérer illiquides et réagir négativement en cas de défauts de paiement et/ou d'évolution positive des taux d'intérêt.

En sus et pour un maximum de 20% de ses actifs nets, le Fonds Sous-jacent peut décider d'investir sur les marchés des matières premières.

Le Fonds Sous-jacent peut également investir en produits structurés, pour un maximum de 25% de



ses actifs nets.

Le Fonds Sous-jacent pourra également, à titre accessoire, détenir des liquidités.

Les parts dans des OPCVM ou autres OPC (« fonds cibles ») peuvent être acquises jusqu'à une limite maximale de 30 %. Le Fonds Sous-jacent est donc enclin à investir dans les fonds cibles.

- **Autres investissements**

Dépôts et liquidités :

Cependant et lorsque les conditions de marché le justifient, le Fonds Sous-jacent pourra être investi jusqu'à 100% de ses actifs nets en espèces, en dépôts à terme, en produits de taux ou monétaires tels que des obligations, des instruments du marché monétaire négociés régulièrement et dont l'échéance résiduelle ne dépasse pas 12 mois, et des OPCVM et des OPC de trésorerie.

Produits dérivés :

Afin de tirer parti ou de se couvrir contre des fluctuations de marché, ou encore pour une gestion de portefeuille efficace, le Fonds Sous-jacent peut avoir recours à des instruments dérivés.

Conformément au Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR), le gestionnaire du Fonds Sous-jacent est tenu de divulguer la manière dont les Risques de Durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissement et les résultats de l'évaluation des impacts probables des risques de durabilité sur les rendements.

Le risque de durabilité signifie la survenance d'un événement ou d'une situation ESG qui pourrait potentiellement ou effectivement avoir une incidence négative importante sur la valeur de l'investissement d'un fonds. Les risques de durabilité peuvent soit représenter un risque propre, soit avoir un impact sur d'autres risques et peuvent contribuer de manière significative à des risques tels que les risques de marché, les risques opérationnels, les risques de liquidité ou les risques de contrepartie. Les risques de durabilité peuvent avoir un impact sur les rendements à long terme ajustés en fonction des risques pour les investisseurs. L'évaluation des risques de durabilité est complexe et peut être basée sur des données ESG difficiles à obtenir et incomplètes, estimées, dépassées ou autrement matériellement inexactes. Même lorsqu'elles sont identifiées, il n'y a aucune garantie que ces données seront correctement évaluées.

L'évaluation des risques liés au développement durable est intégrée au processus de décision d'investissement et les investissements font l'objet d'un examen périodique. L'évaluation conduit à la classification des risques de durabilité du Fonds Sous-jacent en risque élevé, moyen ou faible pour chacun des risques ESG.

Le gestionnaire du Fonds Sous-jacent fonde ses critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) pour l'investissement responsable sur des principes et des conventions internationaux, tels que le Pacte mondial des Nations Unies (UNGC), les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (UNGP), les Principes pour l'investissement responsable (UNPRI) et les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Les critères ESG font partie intégrante du processus d'investissement du gestionnaire du Fonds Sous-jacent.

L'approche d'investissement du gestionnaire du Fonds Sous-jacent tient compte des critères ESG par le biais de l'exclusion, de l'intégration ESG et de la propriété active. Ces critères sont également contraignants pour la sélection des investissements et leur respect fait l'objet d'un contrôle régulier. Le processus d'évaluation du risque de durabilité est effectué dans le cadre de l'analyse des placements en tenant compte des critères ESG spécifiques à ce Fonds Sous-jacent. Le gestionnaire du Fonds Sous-jacent évalue le profil ESG de chaque entreprise au cas par cas, en tenant compte des risques importants dans un secteur donné, ainsi que de l'exposition au risque, des pratiques et de la divulgation de l'entreprise. Cela inclut une évaluation des pratiques de bonne gouvernance. L'évaluation des risques est réalisée à l'aide de données provenant de fournisseurs externes et/ou



internes au gestionnaire du Fonds Sous-jacent, dont certains sont spécialisés dans les données liées à l'ESG et les notations de risque associées. Pour les investissements où il y a une indication de conduite ou d'activités non conformes aux critères d'investissement responsable formulés ou en fonction du profil de risque des émetteurs résultant de l'intégration des facteurs E, S et G, une décision est prise par le gestionnaire du Fonds Sous-jacent quant à l'engagement avec l'émetteur ou l'exclusion de l'émetteur de l'univers d'investissement éligible de ce Fonds Sous-jacent. Le gestionnaire du Fonds Sous-jacent croit en l'engagement auprès de ses sociétés émettrices dans le but d'obtenir un changement positif sur des sujets ESG spécifiques (propriété active). La pratique de la propriété active fait partie du processus d'investissement du gestionnaire du Fonds Sous-jacent et joue un rôle important dans la minimisation et l'atténuation des risques liés au développement durable, ainsi que dans l'amélioration de la valeur économique et sociétale à long terme de la société émettrice.

En intégrant les risques de durabilité dans les décisions d'investissement et en prenant des mesures telles que l'exclusion et la propriété active, le gestionnaire du Fonds Sous-jacent s'attend à ce que les impacts probables des risques de durabilité sur le rendement du Fonds Sous-jacent soient moyens à faibles.

Affectation des revenus

Le Fonds réinvestit la totalité des intérêts, dividendes et plus-values issus de la composition et de la gestion (capitalisation).

Règlements

Le prospectus du Fonds Sous-jacent constitue des annexes au présent règlement. Ils peuvent être obtenus sur demande auprès de la compagnie.

DATE DE CONSTITUTION ET INDICATEUR SYNTHETIQUE DE RISQUE

- Date de constitution du Fonds : 20/05/2016
- Date de constitution du Fonds Sous-jacent : 30/08/2012

Indicateur synthétique de risque (ISR) : L'ISR indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer. L'ISR est de 3 sur une échelle allant de 1 (risque le plus faible) à 7 (risque le plus élevé). L'indicateur synthétique de risque peut être consultée via sur www.athora.com/be ou obtenue sur demande en s'adressant à la compagnie.

OPTIONS FINANCIERES

Le Fonds Athora Merclin II Patrimonium est l'un des fonds d'investissement de base sur lequel peut être activée(s) l'une ou les options financières suivantes :

- le mécanisme d'Investissement Progressif
- le Stop Loss Dynamique ou mécanisme dynamique de limitation des pertes
- le Réinvestissement Automatique ou mécanisme de réinvestissement progressif, option complémentaire au Stop Loss Dynamique.

Celles-ci visent à aider le preneur d'assurance à gérer partiellement le risque financier lié aux fonds d'investissement. Le fonctionnement de ces options ainsi que leurs principes de compatibilité sont décrits dans les conditions générales des produits qui proposent ces options financières, disponibles sur www.athora.com/be.



DETERMINATION DE LA VALEUR DE L'UNITE DU FONDS

La valeur du Fonds fait l'objet d'un calcul journalier afin de définir, le prix d'entrée et le prix de sortie d'une unité. La valeur est fonction de la valeur des actifs qui le composent. La valorisation de ces actifs est basée sur les règles suivantes :

- les valeurs cotées en bourse ou sur un marché réglementé sont évaluées sur base du dernier cours connu et compte tenu des cours de change au moment de l'estimation
- les valeurs non cotées en bourse ou sur un marché réglementé sont évaluées à leur dernière valeur marchande, sur base de la valeur probable de réalisation estimée avec prudence ou de bonne foi ou selon une méthode admise par la FSMA (Autorité des services et marchés financiers)
- les avoirs monétaires sont évalués à leur valeur nominale y compris les intérêts courus
- les valeurs exprimées en devises autres que l'euro seront converties en euro, au dernier cours de change connu.

En aucun cas, la valeur maximale d'un actif du Fonds ne peut excéder le prix auquel il pourrait être acquis et la valeur minimale ne peut être inférieure au prix auquel il pourrait être vendu.

La valeur nette d'un Fonds est obtenue en prenant l'ensemble des valeurs correspondantes des actifs majorées des liquidités non investies et des intérêts courus mais non échus et diminuées des dépenses, taxes éventuelles et autres charges financières liées au Fonds ou encourues pour acquérir, gérer, conserver, évaluer et réaliser les actifs, ainsi que des frais de gestion financière spécifique au Fonds.

Le résultat ainsi obtenu est divisé par le nombre d'unités composant le Fonds, pour obtenir la valeur de l'unité calculée jusqu'à la troisième décimale.

La fréquence de valorisation est journalière, sur base de la valeur de clôture des actifs de la veille et ceci pour tous les jours ouvrables luxembourgeois. La valeur de l'unité est exprimée en euros et est publiée dans la presse financière belge.

FRAIS DE GESTION LIES AU FONDS

Les frais de gestion financière s'élèvent à 0,80% de la valeur du Fonds par an et peuvent être modifiés tous les 5 ans à partir de la date de constitution du Fonds. Ces frais sont calculés et comptabilisés à chaque valorisation et sont payables trimestriellement. Les frais liés aux actifs qui composent le Fonds, ainsi que les frais de gestion des fonds dont le Fonds détient des parts, sont intégrés dans la valorisation de ces actifs et parts conformément au point « détermination de la valeur de l'unité » ci-après.

En cas de modification, les modalités décrites sous le titre « CONDITIONS ET MODALITES DE MODIFICATION DU REGLEMENT DE GESTION » seront d'application.

Les frais d'entrée, de transferts et les pénalités de sortie liés au contrat d'assurance sont décrits dans les conditions générales du contrat d'assurance, de même que les modalités et les conditions de rachat et de transfert d'unités.

SUSPENSION DE LA DETERMINATION DE LA VALEUR DE L'UNITE DU FONDS

Dans certaines circonstances exceptionnelles la détermination de la valeur de l'unité peut être suspendue, et par conséquent, les apports et prélèvements sont également suspendus :



- lorsqu'une bourse ou un marché sur lequel une part substantielle des actifs sous-jacents du Fonds est cotée ou négociée ou un marché des changes important sur lequel sont cotées ou négociées les devises dans lesquelles la valeur des actions sous-jacentes est exprimée, est fermé pour une raison autre que pour congé régulier ou lorsque les transactions y sont suspendues ou soumises à des restrictions.
- lorsqu'il existe une situation grave telle que le gestionnaire ou la compagnie d'assurances ne peut pas évaluer correctement les avoirs et/ou engagements, ne peut pas normalement en disposer ou ne peut pas le faire sans porter un préjudice grave aux intérêts des preneurs d'assurance.
- lorsque le gestionnaire ou la compagnie d'assurances est incapable de transférer des fonds ou de réaliser des opérations à des prix ou à des taux de change normaux ou que des restrictions sont imposées aux marchés de changes ou aux marchés financiers.
- lors d'un retrait substantiel du Fonds qui est supérieur à 80 % de la valeur du Fonds ou à 1 250 000 euros indexé conformément à l'Arrêté Royal Vie.

Les opérations ainsi suspendues seront effectuées au prix du premier jour de valorisation qui suit la fin de la suspension.

RACHAT DES UNITES DU FONDS

La sortie du Fonds est possible à tout moment. Elle s'effectue par un rachat, par le Fonds, des unités liées au contrat d'assurance du ou des preneur(s) d'assurance concerné(s).

Les unités rachetées sont évaluées conformément aux conditions générales du contrat d'assurance. Le rachat n'est pas possible pendant une période où la détermination de la valeur de l'unité est suspendue conformément à ce qui est indiqué au point précédent.

LIQUIDATION DU FONDS

La compagnie peut décider la liquidation du Fonds dans les cas suivants :

- si l'organisme de placement collectif via lequel le Fonds investit, ou le ou les compartiment(s)/Fonds Sous-jacent(s) concernés de cet organisme, est/sont liquidé(s) ;
- si les montants investis dans le Fonds deviennent insuffisants ;
- de manière générale si les circonstances ne permettent plus d'assurer une gestion du Fonds dans le meilleur intérêt des preneurs d'assurance.

En cas de liquidation du Fonds, le preneur d'assurance, sera informé par écrit et aura un délai de 30 jours pour choisir entre le transfert interne de l'épargne constituée vers un ou plusieurs autres Fonds ou produits similaires (de la branche 23) proposés par la compagnie ou le rachat, sans frais, de l'épargne constituée.

CONDITIONS ET MODALITES DE MODIFICATION DU REGLEMENT DE GESTION DU FONDS

Si le règlement de gestion ne peut plus être maintenu tel quel dans l'intérêt des preneurs d'assurance ou si, suite à des circonstances indépendantes de la volonté de la compagnie (impositions de l'autorité, modifications législatives, modification du règlement du Fonds Sous-jacent, etc.), le règlement de gestion devait être modifié, la compagnie est habilitée à procéder à ces changements.

Le preneur d'assurance sera informé par écrit des modifications à intervenir, en principe au moins 30 jours avant que celles-ci n'entrent en vigueur ou à tout le moins dès que la compagnie



est-elle-même informée de la nécessité des adaptations.

Si le preneur d'assurance n'adhère pas aux modifications du règlement de gestion, il a la possibilité, excepté s'il s'agit de modifications purement formelles ou de la modification de l'identité des experts ou gestionnaires, de demander à la compagnie, avant la date d'entrée en vigueur des modifications, soit le transfert interne de l'épargne constituée vers un ou plusieurs autres Fonds ou produits de la branche 23 proposés par la compagnie ou le rachat, sans frais, de son contrat d'assurance. Si le preneur d'assurance n'a pas formulé de telle demande avant la date d'entrée en vigueur des modifications, il est réputé adhérer au règlement de gestion modifié.

Gestionnaire d'investissement du Fonds

Athora Belgium SA
Rue du Champ de Mars, 23
1050 Bruxelles
Belgique

Société de gestion du fonds sous-jacent

Mercier Vanderlinden Asset Management
Lange Lozanastraat 254
Anvers BE 2018
Belgique

Dépositaire, Agent de transfert et administration centrale

BNP Paribas Securities Services, Luxembourg Branch
60, avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg
Grand-Duché du Luxembourg

